

Les banquiers que le Comité a rencontrés à New York et à Toronto ont évoqué les problèmes qu'il a fallu surmonter à chacun des rééchelonnements pour amener les centaines de différentes banques commerciales dans divers pays créditeurs à conclure une entente, et plus particulièrement de la part des représentants du système bancaire américain, répartis dans plusieurs régions. Dans chaque cas, un agent, qui est une banque prédominante, préside un consortium international de banques, composé normalement d'une banque par pays créateur, habituellement la plus importante banque créditrice du pays, qui agit en qualité de comité consultatif et qui négocie avec le pays débiteur. Une fois l'entente de rééchelonnement conclue, les membres du consortium doivent, au moyen d'un mécanisme connu parmi les banquiers américains sous le nom de « *dialing for dollars* », persuader toutes les autres banques établies dans les pays respectifs d'assumer leur part de toutes les nouvelles obligations décidées. L'opération la plus difficile consiste à amener tous les membres du consortium à accorder de nouveaux prêts, les banques hésitant beaucoup à s'engager davantage. Il a donc fallu faire preuve d'organisation, d'ingéniosité et de persévérance.

Les banques canadiennes ayant énormément prêté aux pays d'Amérique latine et des Antilles, elles sont mêlées de près à ce processus. Étant donné la structure régionale du système bancaire américain, il a été particulièrement difficile de compter sur la participation des petites banques régionales américaines, dont beaucoup sont d'ailleurs déjà lourdement engagées au niveau national dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'immobilier et du transport maritime. À titre de membres secondaires des consortiums de prêts, elles ont été portées à liquider leur portefeuille de créances avec les pays en développement, et quelques-unes ont d'ailleurs réussi à le faire.

Le redressement économique des pays de l'OCDE après 1983 a permis à de nombreux pays débiteurs, en particulier en Asie et en Amérique latine, d'accroître leurs exportations. La baisse des taux d'intérêt a été accueillie avec un soulagement général par les économies du Tiers monde, qui ont pu dès lors amorcer un processus de croissance modeste, même si le prix des produits de base ne s'était pas beaucoup amélioré. Vers le milieu de 1984 et au début de 1985, on était d'avis que la stratégie adoptée jusque là, faite de mesures d'ajustement et de renouvellements de financements, avait en fait permis de conjurer l'effondrement du système financier.

Le problème de la dette s'aggrave

Mais ces premiers signes d'amélioration sont restés sans suite. En 1985, on s'est même demandé dans quelle mesure la situation était vraiment en train de s'améliorer. En fait, plus le temps passait alors que les progrès stagnaient, plus on constatait que la communauté financière ne faisait pas simplement face à une crise de liquidités. Bien au contraire, comme l'a dit au Comité à New York M. Robert Hormats (ancien secrétaire adjoint aux affaires économiques du Département d'État américain, maintenant au service de Goldman Sacks, firme d'investissement de New York), il devenait de plus en plus évident que le problème de l'Amérique latine était en fait un problème de « solvabilité à long terme ». À son avis, les difficultés avaient des origines plus profondes et un caractère plus permanent qu'on ne l'avait pensé et ne disparaîtraient pas d'elles-mêmes. L'émission de nouveaux prêts à court terme ne suffirait donc pas à